



Dépêche No. 737 | 22 novembre 2023

Les Marocains veulent plus d'efforts de l'Etat pour la sauvegarde environnementale

Dépêche d'Afrobarometer No. 737 | Mhammed Abderebbi et Komi Amewunou

Résumé

La pollution de l'air constitue une menace majeure pour la santé dans le monde entier. Elle est le principal facteur contribuant à la charge de morbidité liée à l'environnement. La quasi-totalité de la population mondiale vit dans des endroits où les niveaux de pollution de l'air dépassent les limites recommandées, et 7 millions de décès annuels dans le monde sont causés par la pollution de l'air (Organisation Mondiale de la Santé, 2022).

En 2019 au Maroc, 28 personnes sur 100.000 ont perdu la vie à cause de la pollution de l'air, et environ cinq personnes sur 100.000 sont décédées à cause de l'insalubrité de l'eau, les déficiences du système d'assainissement et le manque d'hygiène (Haut-Commissariat au Plan, 2021 ; Organisation Mondiale de la Santé, 2023).

L'environnement du Maroc est caractérisé par une fragilité qui se manifeste par la raréfaction des ressources naturelles et par la dégradation de l'écosystème. Ainsi, en plus de son impact sur la santé publique et les conditions de vie des populations, la pollution et la dégradation de l'environnement engendrent des impacts sur l'économie évalués à 3,5% du produit intérieur brut du Maroc (Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable, 2020).

Face à cette situation, le Maroc s'est engagé à faire de la protection de l'environnement et du développement durable un vrai projet de société. Ainsi, la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, élaborée en 2009, a constitué le cadre d'une politique nationale de protection de l'environnement (Royaume du Maroc, 2011). La Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), adoptée en 2017, vise la transition du pays vers une économie verte et inclusive à l'horizon 2030 (Royaume du Maroc, 2017). Le nouveau modèle de développement, élaboré en 2021, propose un référentiel de développement appréhendé comme un processus global et multidimensionnel qui vise la création de richesse et du développement humain et qui tient compte de valoriser et préserver les ressources pour les générations actuelles et futures (Royaume du Maroc, 2021).

Cette dépêche rend compte du module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des citoyens sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles.

Il ressort que les Marocains sont conscients de la gravité de la pollution dans leur communauté. Ils considèrent que l'assainissement et la pollution de l'air et des sources d'eau sont les trois majeurs problèmes environnementaux de leurs communautés.

Alors que la majorité des citoyens estiment que la responsabilité de la protection de l'environnement incombe aux gouvernants, la moitié d'entre eux désapprouvent les performances du gouvernement en la matière.

Cependant, les Marocains sont réticents à concéder des avantages économiques pour davantage de politiques de sauvegarde environnementale.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Maroc, dirigée par Global for Survey and Consulting (GSC), a interviewé 1.200 adultes marocains en août 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau des pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Les précédentes enquêtes d'Afrobarometer ont été menées au Maroc en 2013, 2015, 2018 et 2021.

Résultats clés

- Près des deux tiers (64%) des Marocains estiment que la pollution dans leur communauté est « un peu grave » ou « très grave ».
- L'assainissement et la pollution de l'air et des sources d'eau sont les trois problèmes environnementaux les plus importants aux yeux des Marocains.
- Plus de six citoyens sur 10 (62%) partagent l'avis que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution dans leur pays.
- Deux tiers (66%) des citoyens marocains estiment que la responsabilité de la réduction de la pollution et de la propreté de leur communauté appartient au gouvernement national (43%) ou au gouvernement local (23%). Trois sur 10 pensent que cette responsabilité revient aux citoyens ordinaires (17%) ou aux commerces et industries (12%).
- En cas de conflit entre la protection de l'environnement et les avantages économiques tels que les emplois et les revenus, les Marocains sont indécis sur lequel devrait être la priorité du gouvernement.
- La moitié (51%) des Marocains désapprouvent la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement, et la majorité (62%) demandent « un peu plus » ou « beaucoup plus » d'efforts de sa part.
- En ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles qui ont lieu dans leur voisinage, la majorité des répondants pensent que les communautés ne perçoivent pas une juste part des revenus (64%) et que les citoyens n'ont pas voix au chapitre des décisions prises (63%).
- Plus de huit citoyens sur 10 (83%) affirment que le gouvernement devrait renforcer la réglementation de l'exploitation des ressources naturelles pour limiter ses impacts sur l'environnement.

Pollution et gouvernance environnementale

Ampleur de la pollution

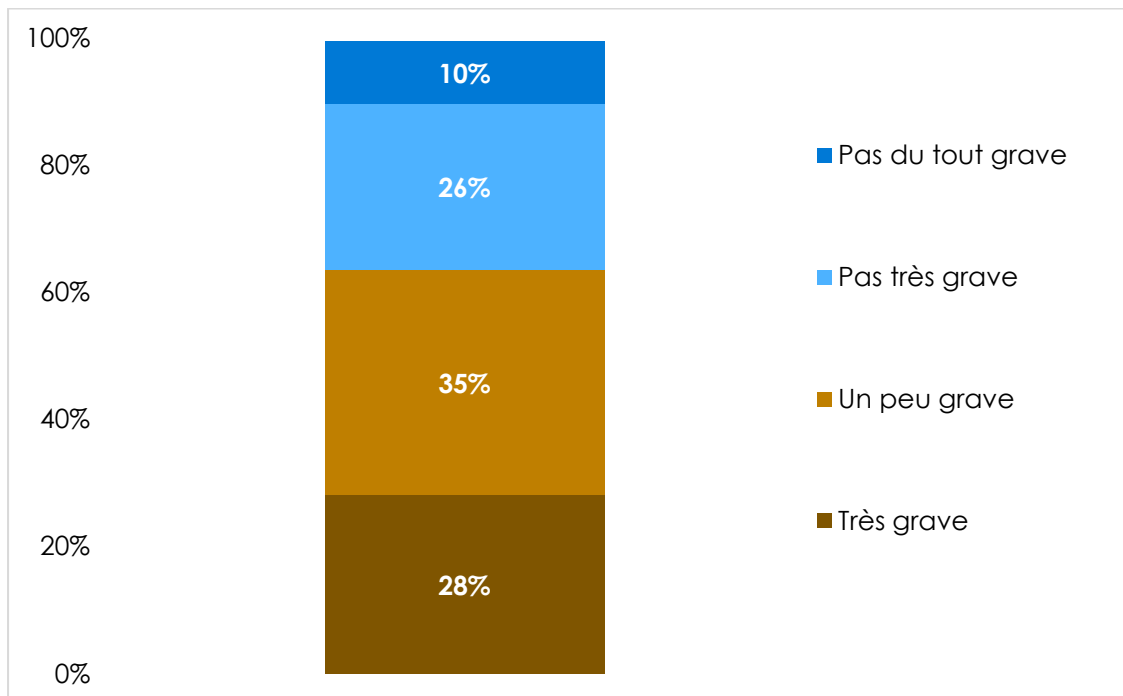
La question de la pollution se pose aussi à la société marocaine comme aux autres pays du continent. Selon les récentes données d'Afrobarometer, plus de six Marocains sur 10 (64%)

considèrent que les problèmes de pollution sont « un peu grave » (35%) ou « très grave » (28%) dans leur communauté¹ (Figure 1).

Cette perception de la gravité de la pollution est répandue parmi les groupes démographiques clés, mais l'est plus en ville que dans les villages (66% vs. 58%). Elle augmente avec le niveau de richesse² des répondants, allant de 55% des moins nantis à 71% des plus nantis (Figure 2).

Trois Marocains sur 10 (30%) soulignent l'assainissement ou la gestion des déchets humains comme le problème environnemental le plus important de leur communauté. A peu près quatre sur 10 évoquent la pollution de l'air (22%) et des sources d'eau (16%), et 14% l'élimination des déchets, y compris plastiques comme problèmes majeurs de pollution (Figure 3).

Figure 1 : Ampleur de la pollution dans la communauté | Maroc | 2022



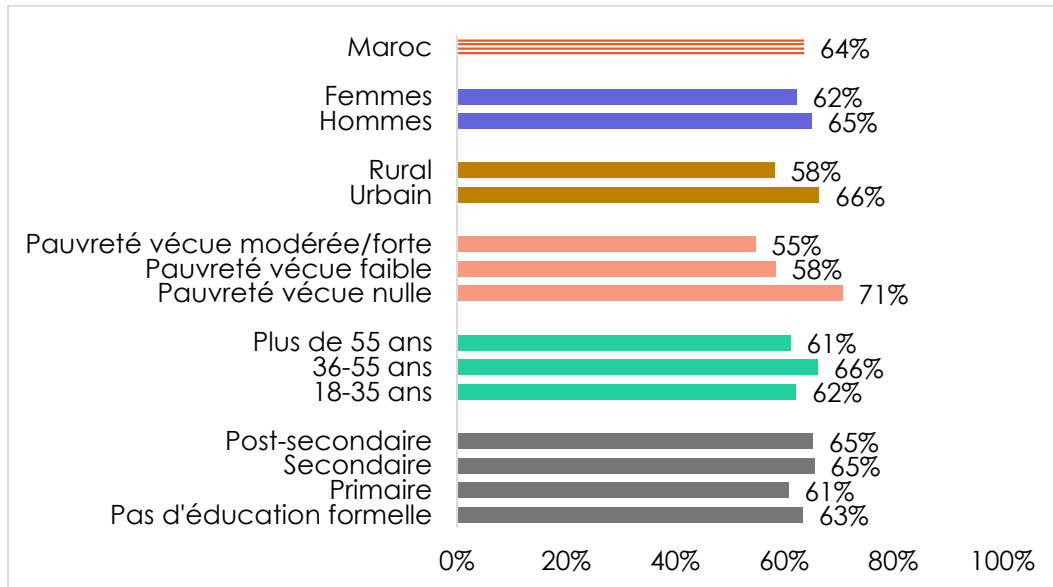
Question posée aux répondants : *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

¹ En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies.

² L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Pollution un problème grave dans la communauté

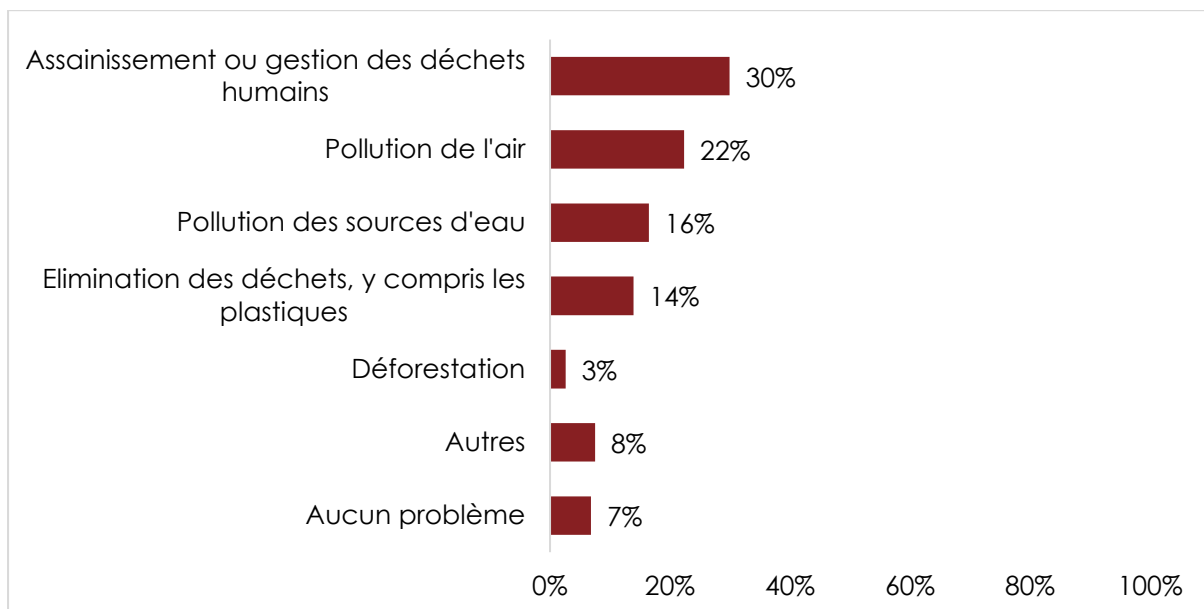
| par groupe démographique | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)

Figure 3 : Problème environnemental le plus important dans la communauté

| Maroc | 2022

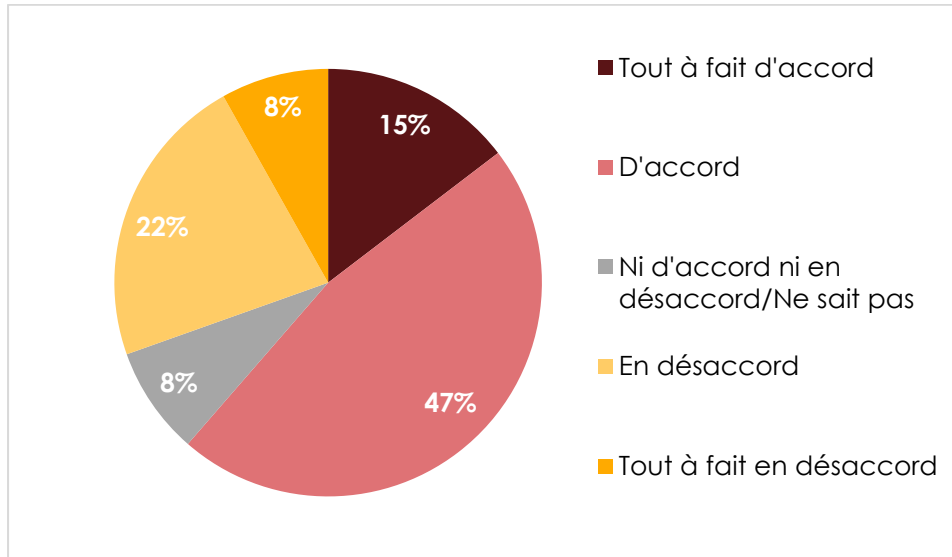


Question posée aux répondants : Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

La problématique de leur gestion faisant partie des majeures questions de pollution, plus de six citoyens sur 10 (62%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution dans leur pays (Figure 4).

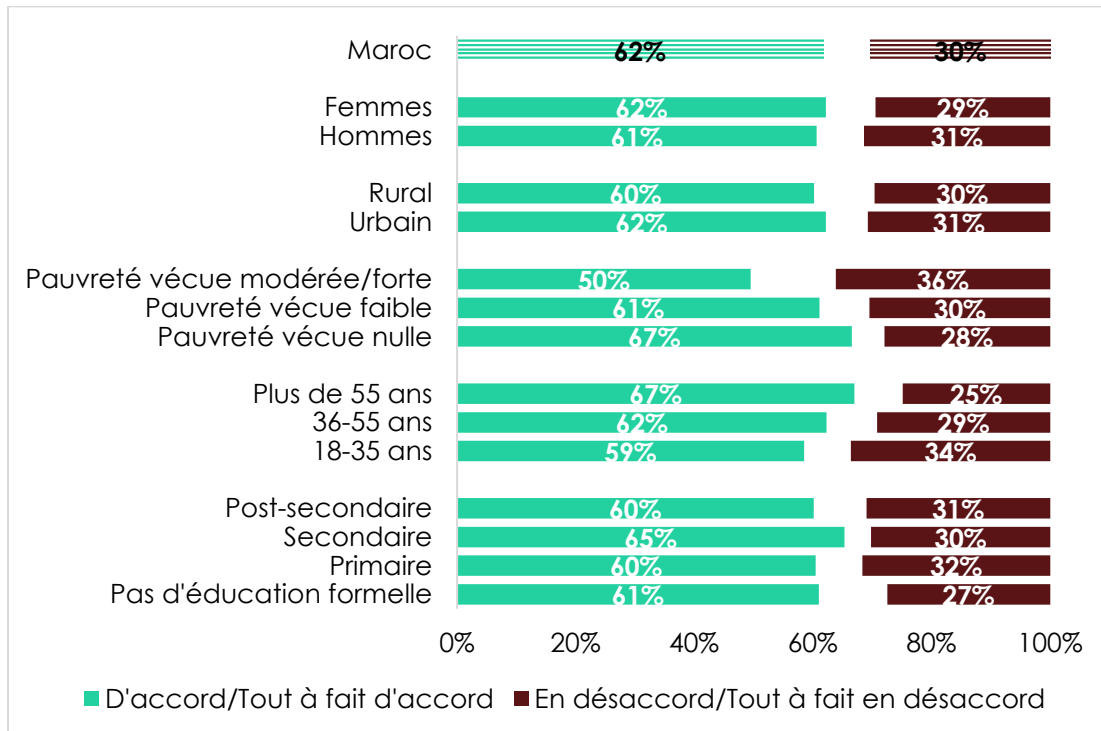
Cet avis est largement répandu à travers les groupes démographiques clés. Il augmente avec le niveau d'opulence et l'âge des répondants, allant de 50% des pauvres à 67% des personnes aisées, et de 59% des jeunes à 67% des personnes âgées (Figure 5).

Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution dans ce pays ? | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays.

Figure 5 : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution | par groupe démographique | Maroc | 2022



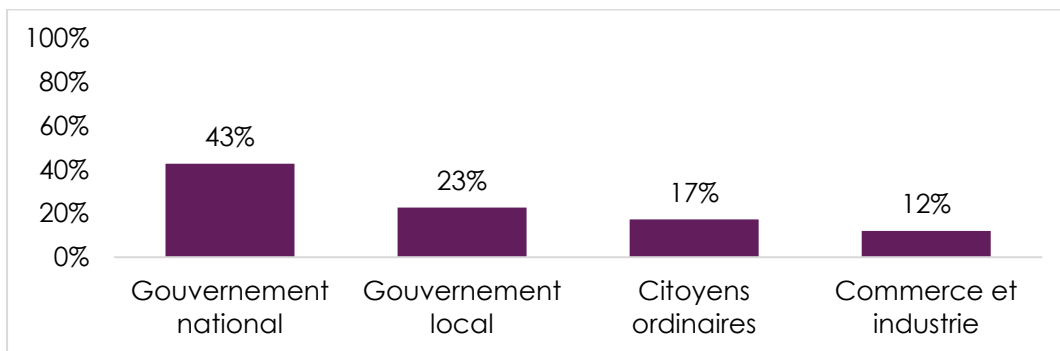
Question posée aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ?

Protection de l'environnement

Dans l'ensemble, les Marocains perçoivent la lutte contre la pollution comme étant du ressort des gouvernants. Deux tiers d'entre eux trouvent que la responsabilité première de la réduction de la pollution et de la protection de l'environnement incombe au gouvernement national (43%) et local (23%), tandis que seulement 17% estiment que c'est une affaire des citoyens ordinaires et 12% pensent que ce travail appartient aux commerces et industries (Figure 6).

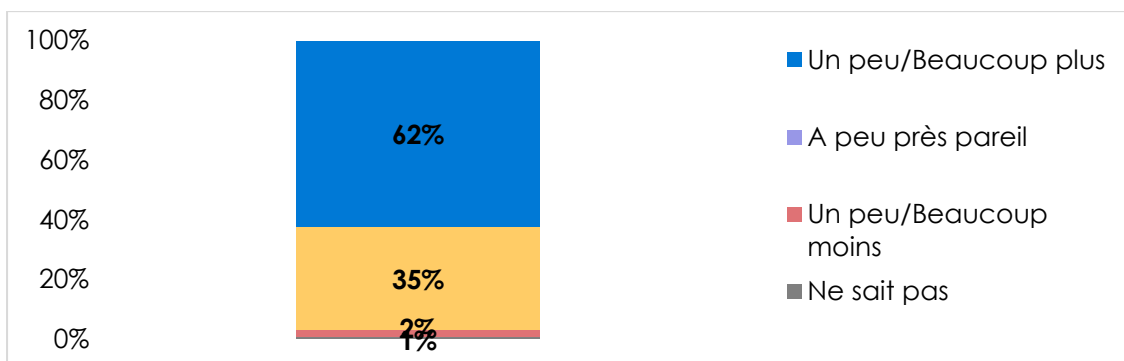
Plus de six répondants sur 10 (62%) pensent que le gouvernement devrait faire davantage que ce qu'il fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement (Figure 7).

Figure 6 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

Figure 7 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ? | Maroc | 2022



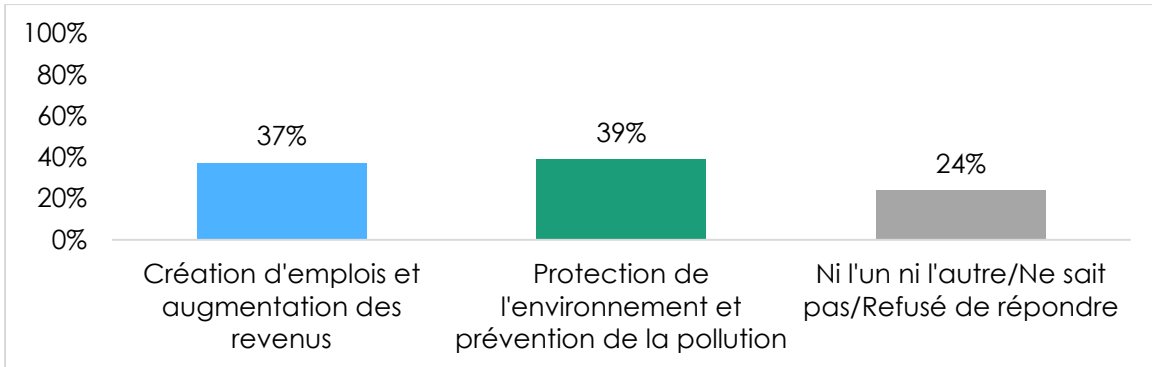
Question posée aux répondants : À votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?

Malgré qu'ils soient bien préoccupés par la gravité de la pollution au sein de leur communauté, les Marocains hésitent de soutenir la lutte de la protection de l'environnement à tous les prix. En effet, ils ne se mettent pas d'accord pour prioriser la lutte contre la pollution (39%) aux dépens de la création d'emplois et de revenus (37%) dans leur pays (Figure 8).

Bien que mitigé dans l'ensemble, le soutien à la lutte contre la pollution aux dépens des avantages économiques présente des diversités en fonction du groupe démographique. Ainsi, les plus instruits (46% des post-secondaires), les plus nantis (46%), les citadins (42%) et les

femmes (42%) se démarquent de leurs homologues respectifs dans le soutien à la lutte environnementale contre les intérêts économiques (Figure 9).

Figure 8 : Emplois vs. environnement | Maroc | 2022

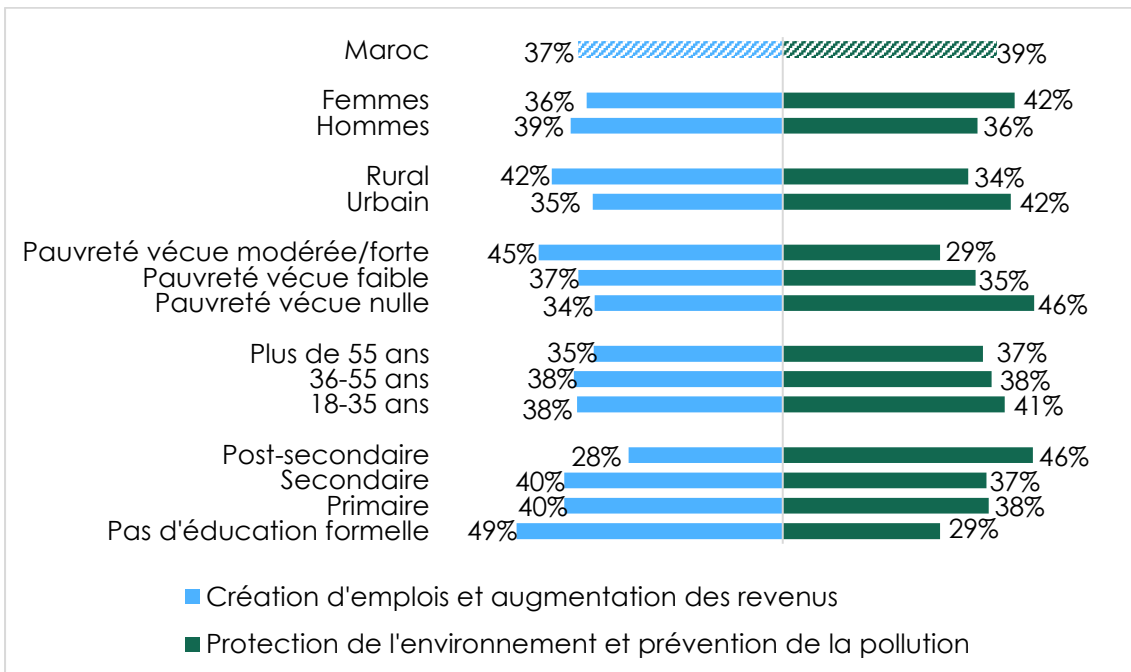


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 9 : Emplois vs. environnement | par groupe démographique | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

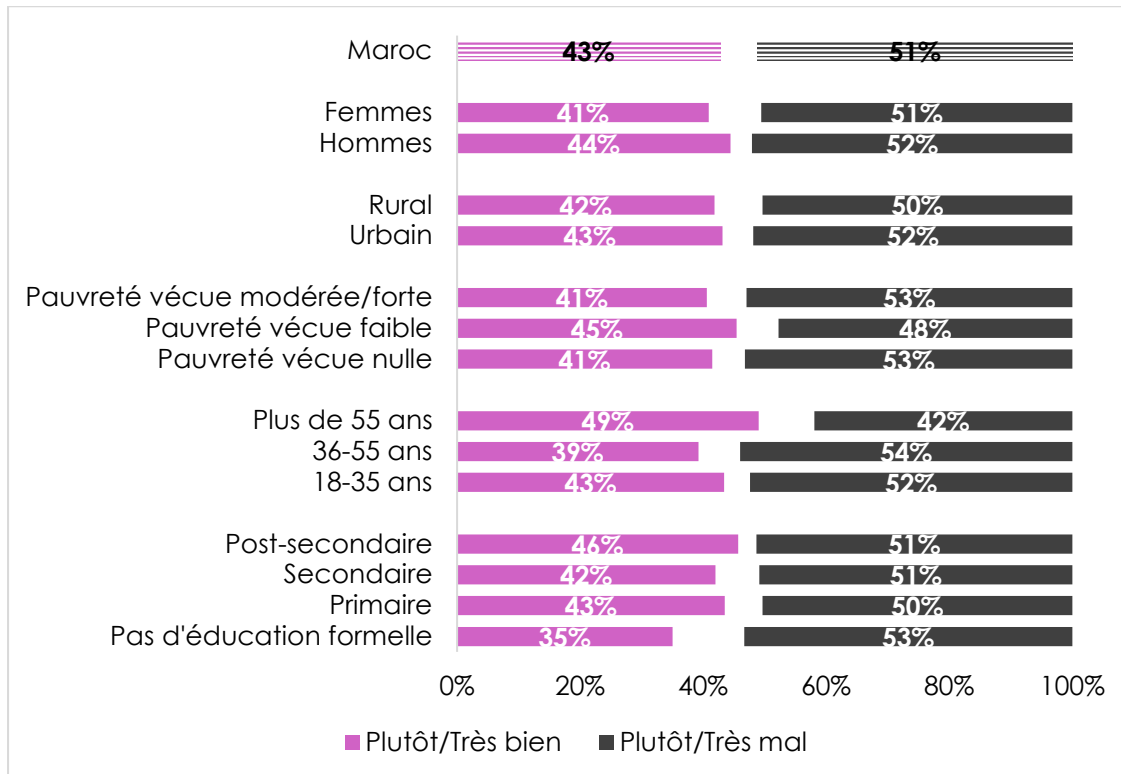
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La moitié (51%) des citoyens désapprouvent les efforts du gouvernement dans la réduction de la pollution et dans la protection de l'environnement contre 43% qui pensent que ce dernier fait du bon travail (Figure 10).

Les plus âgés (49%) et les plus instruits (46%) sont plus enclins à saluer les performances du gouvernement en la matière que les plus jeunes (39%-43%) et les moins éduqués (35%-42%).

Figure 10 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | par groupe démographique | Maroc | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Extraction des ressources naturelles

L'exploitation minière au Maroc représente le quart des exportations du pays et est l'un des moteurs de l'économie (Centre Marocain de Conjoncture, 2021). Si elle est une source importante de revenus, l'activité extractive peut aussi constituer une menace pour l'environnement.

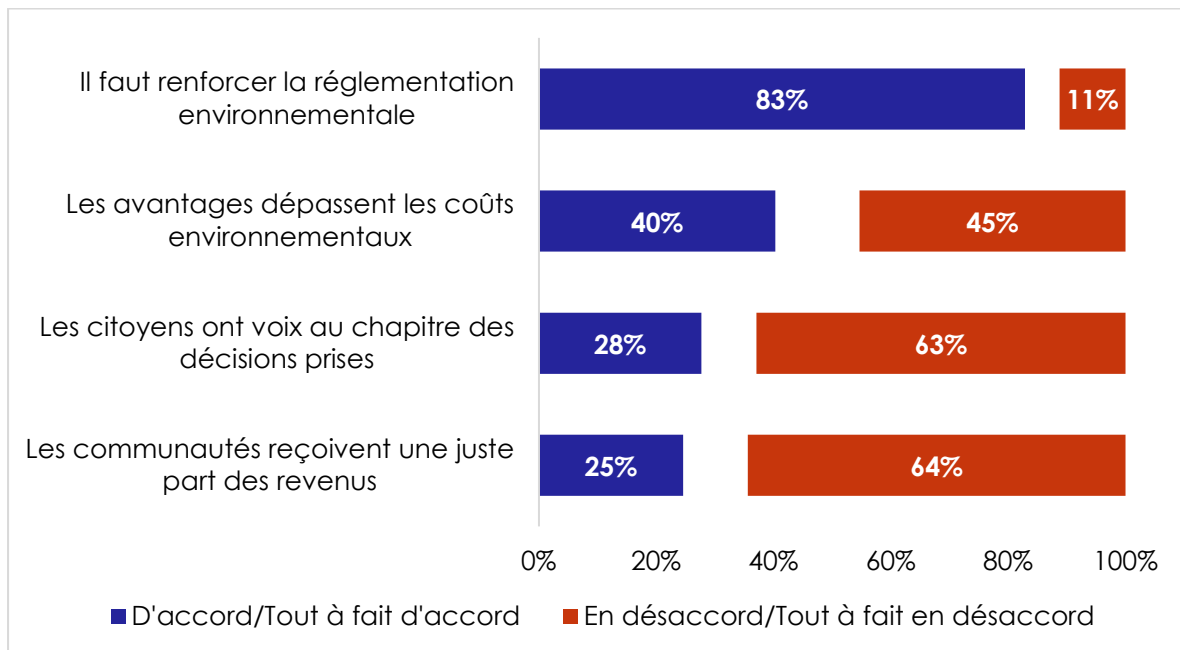
Plus de huit citoyens sur 10 (83%) souhaitent que l'extraction des ressources naturelles soit réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement (Figure 11).

Par ailleurs, la majorité des Marocains affirment que les citoyens n'ont pas leurs mots à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles (63%) et que les communautés locales ne reçoivent pas actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés (64%).

En outre, seulement quatre répondants sur 10 (40%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que, dans l'ensemble, les avantages que l'extraction des ressources

naturelles apportent aux communautés, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les impacts négatifs tels que la pollution. En revanche, 45% sont contre cet avis, estimant que les gains tirés de l'extraction des ressources naturelles ne sont pas supérieurs aux dommages causés à l'environnement.

Figure 11 : Extraction des ressources naturelles : Réglementations, coûts et avantages | Maroc | 2022



Questions posées aux répondants : L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

- En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?
- Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?
- Les Marocains ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?
- Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?

Conclusion

Dans l'ambition d'assurer une bonne transition du pays vers une économie verte et inclusive visant la création de richesse, le développement humain et la protection des ressources naturelles, le Maroc a entamé plusieurs réformes et a mis en place un certain nombre de mesures et initiatives.

Cependant, les citoyens marocains ne sont pas satisfaits de la performance de leur gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement. Au point de vue des citoyens, l'assainissement et la pollution de l'air et des sources d'eau sont les trois problèmes environnementaux les plus importants dans le pays, et la responsabilité de la protection de l'environnement incombe aux gouvernements national et local.

Pendant que beaucoup pensent que les avantages ne dépassent pas les dommages causés à l'environnement, les Marocains sont presque unanimes pour réclamer plus de réglementations de l'exploitation des ressources naturelles.

Malgré cette conscience par rapport à l'environnement, les Marocains sont réticents à concéder des avantages économiques au profit de plus de politiques de protection de l'environnement.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Centre Marocain de Conjoncture. (2021). Le secteur minier au Maroc : Situation et perspectives de développement. 24 novembre.
- Haut-Commissariat au Plan. (2021). Les objectifs du développement durable au Maroc dans le contexte de la covid-19. Rapport National 2021.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ministère de la Transition Energétique et du Développement Durable. (2020). 4ème rapport sur l'état de l'environnement du Maroc.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2022). Pollution de l'air ambiant (extérieur).
- Organisation Mondiale de la Santé. (2023). Taux de mortalité attribué à l'exposition à des services WASH dangereux (pour 100 000 habitants).
- Royaume du Maroc. (2011). Rapport sur l'opérationnalisation de la charte nationale de l'environnement et du développement durable.
- Royaume du Maroc. (2017). Stratégie nationale de développement durable 2030.
- Royaume du Maroc. (2021). Le nouveau modèle de développement.

Mhammed Abderebbi est chercheur principal de l'enquête Afrobarometer au Maroc.
Email : abderebbimhammed@gmail.com.

Komi Amewunou est rédacteur en chef adjoint pour Afrobarometer. Email :
akomi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 737 d'Afrobarometer | 22 novembre 2023